



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 13 février 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

**Présent(e)s : 28**

Jérôme DUBOST, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

**Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4**

Fabienne MALANDAIN donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

**Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

**Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## du 19 février 2024

M\_DL240219\_008

### COMMUNICATION - APPROBATION D'UN CONTRAT DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Le Code de la propriété intellectuelle reconnaît expressément aux agents publics la qualité d'auteur pour les oeuvres protégeables qu'ils créent dans le cadre de leurs fonctions. Elle confère cependant à l'administration le droit d'exploitation de l'oeuvre, à des fins non commerciales, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission de service public. Le droit d'exploitation de l'agent est donc cédé de plein

droit à son employeur dès la création de l'oeuvre, s'il s'agit de permettre une exploitation de l'oeuvre dans le cadre de l'accomplissement de la mission de service public de la collectivité. Par contre, s'il s'agit d'exploiter l'oeuvre à des fins commerciales, l'employeur public ne dispose que d'un droit de préférence et un contrat de cession de droit en bonne et due forme devra être signé avec l'agent.

La commune de Montivilliers a sollicité Monsieur [REDACTED] agent ville, pour la création d'illustrations « MONTIVILLIERS Cité des Abbesses » déclinées sous forme de cartes postales, affiches, magnets et porte-clés.

Ces objets sont donc proposés à la vente à la bibliothèque et à la salle Michel Valléry.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le code de la propriété intellectuelle et, notamment, les articles L. 111-2 et L.122-2 et suivants

### CONSIDÉRANT

- que la commune de Montivilliers a sollicité Monsieur [REDACTED] agent ville, pour la création d'illustrations « Montivilliers Cité des Abbesses » ;
- que la commune de Montivilliers souhaite acquérir les droits patrimoniaux sur ces illustrations afin de les utiliser pour l'édition et la commercialisation sous formes d'affiches, de cartes postales, de magnets et de porte-clés dans le cadre d'une mise en dépôt vente dans différents lieux de la ville, notamment sa bibliothèque et sa salle des fêtes Michel Valléry ;
- qu'il est nécessaire de définir les conditions dans lesquelles l'auteur de ces créations cède à la collectivité ses droits de propriété intellectuelle sur l'œuvre graphique correspondant aux représentations de bâtiments emblématiques de la ville de Montivilliers, notamment ceux de les reproduire, de les représenter et de les commercialiser ;

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante :*

[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

- que la cession est consentie à titre gratuit.

Sa commission Administration générale réunie le 16 février 2024, consultée

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

## **DÉCIDE**

- **D'approuver** le contrat de cession de droit de propriété intellectuelle établi entre la ville de Montivilliers et Monsieur [REDACTED] titulaire des droits ;
- **D'autoriser** le maire à signer le contrat de cession de droits de propriété intellectuelle ci-annexé pour une durée de trois ans et tous les documents nécessaires à cette cession.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

Signé par : Jérôme Dubost  
Date : 21/02/2024  
Qualité : Maire

